



## ACTUALITES ECONOMIQUES ET FINANCIERES DU PORTUGAL

Veille n° 22 – 7 janvier 2019

### Indicateurs macroéconomiques

Indicateurs macroéconomiques	2017	Prévisions 2018 (Budget)	Prévisions 2019 (Budget)
Croissance PIB (%)	2,8	2,3	2,2
Déficit public (% du PIB)	- 3,0*	- 0,7	- 0,2
Solde primaire (% du PIB)	3,0	2,7	3,1
Dette (% du PIB)	124,8	121,2	118,5
Taux de chômage (% PA)	8,9	6,9**	6,3
Indice harmonisé des prix à la consommation (%)	1,4	1,3	1,3

Indicateurs du commerce extérieur	Janvier - Octobre 2018
Exportations de biens (Md€, INE)	48,8 (+ 6,5 % en g.a.)
Importations de biens (Md€, INE)	62,2 (+ 7,5 % en g.a.)
Exportations de services (Md€, Banco de Portugal)	27,1 (+ 7 % en g.a.)
Importations de services (Md€, Banco de Portugal)	12,8 (+ 4,9 % en g.a.)

\* Hors recapitalisation de la banque publique Caixa Geral de Depósitos, le déficit public a été de 0,92 % du PIB.

\*\* Le taux de chômage était de 6,6 % en octobre 2018 selon l'INE.

### Situation macroéconomique

#### - La Banque du Portugal revoit à la baisse ses prévisions de croissance

Le 18 décembre, la Banque du Portugal (BdP) a revu à la baisse ses prévisions de croissance de l'économie portugaise : elle prévoit désormais une croissance du PIB de 2,1 % en 2018 (contre 2,3 % en octobre) et de 1,8 % en 2019 (contre 1,9 % en juin). Cette dernière correspond également aux prévisions actuelles de la Commission européenne et du FMI, qui sont nettement inférieures à celle du gouvernement portugais (2,2 %). La baisse des prévisions de la BdP s'explique essentiellement par une moindre croissance des exportations. La BdP prévoit que la demande intérieure (+ 2,4 % en 2019) sera le principal moteur de la croissance économique portugaise pendant les prochaines années, le ralentissement de la baisse du chômage devant être compensé par une augmentation des salaires.

#### - Le gouvernement et la Commission parviennent à un accord pour réallouer des fonds européens

Le Portugal et la Commission européenne sont parvenus à un accord pour la réallocation des fonds européens de l'actuel cadre financier. Ainsi, 2,4 Md€ seront désormais alloués à la formation professionnelle (877 M€), aux entreprises (632 M€) et à l'aménagement du territoire (897 M€). Ces derniers seront notamment utilisés

pour financer l'expansion des réseaux de métro de Lisbonne et de Porto et la rénovation de la ligne ferroviaire entre Lisbonne et Cascais.

Le gouvernement compte aussi sur cette réallocation des fonds européens pour faire progresser l'investissement des entreprises privées. Ainsi, il prévoit que les 632 M€ alloués aux entreprises permettront un investissement total de 5 Md€ grâce aux instruments hybrides négociés avec les banques, qui regrouperont fonds communautaires et crédits à taux zéro, et à l'investissement privé.

Le gouvernement a annoncé le 15 décembre l'ouverture d'un premier appel à candidatures pour des projets d'investissement avec une enveloppe totale de 501 M€, dont 283,5 € sont des aides non remboursables financées par le programme Portugal 2020 et 217,5 M€ sont des lignes de crédits à taux zéro négociées par le gouvernement auprès de 14 banques. Les candidatures seront évaluées par les autorités portugaises et par les banques. Les projets d'investissement jusqu'à 15 M€ seront financés jusqu'à 75 %, à parts égales par des fonds communautaires et des prêts bancaires à taux zéro. Les projets supérieurs à 15 M€ seront financés jusqu'à 15 % par des fonds communautaires et n'auront pas accès aux lignes de crédit à taux zéro.

## Situation budgétaire

### - Le Portugal a remboursé avec anticipation l'intégralité de sa dette au FMI

Le 10 décembre, le Portugal a remboursé 4,7 Md€ au FMI, la dernière tranche du prêt de 28 Md € qu'il avait souscrit en 2011 dans le cadre du programme d'ajustement. Selon le gouvernement, les remboursements anticipés de cette dette, nettement plus onéreuse que les conditions actuelles de financement, ont permis d'économiser plus de 1,16 Md€ en charge de la dette depuis 2016. Le Portugal a aussi convenu avec les autorités européennes un remboursement anticipé jusqu'à 2 Md€ de sa dette envers le Fonds européen de stabilité financière (FESF) d'ici 2023. Le gouvernement prévoit que la dette publique atteindra 118,5 % du PIB en 2019, soit une baisse de 12 points par rapport à 2016.

### - Le Budget 2019 a été promulgué et publié au Journal Officiel

Le 21 décembre, le Président de la République Marcelo Rebelo de Sousa a promulgué la loi de finances de 2019 mais a rappelé que les projections macroéconomiques du gouvernement étaient « plus généreuses » que celles des instituts portugais et internationaux. Il a attiré l'attention sur le risque d'un éventuel retournement de la conjoncture et a défendu que « l'État ne pourra jamais remplacer le rôle essentiel des ménages et des entreprises ». Le 31 décembre, le [budget 2019 a été publié dans le Journal Officiel](#), en même temps que les [« Grandes Options pour 2019 »](#) qui définissent la stratégie économique à moyen terme du pays.

### - Le Président de la République a posé son veto à l'ordonnance sur le dégel des carrières des professeurs

Le 26 décembre, le Président de la République Marcelo Rebelo de Sousa a mis son veto à l'ordonnance du gouvernement sur le dégel des carrières des professeurs. Il a souligné que le Parlement avait approuvé un amendement, dans le cadre du Budget de l'État pour 2019, qui oblige le gouvernement à relancer les discussions avec les syndicats à partir du 1<sup>er</sup> janvier. Depuis plusieurs mois, le dégel des carrières des

professeurs fait polémique au Portugal : le gouvernement propose de prendre en compte un tiers des neufs ans revendiqués par les syndicats pour le calcul de l'ancienneté, ce que ces derniers refusent. À la suite du veto du Président, le gouvernement a annoncé que des discussions seraient reprises en janvier.

- **Le solde budgétaire s'améliore de 1,4 Md€ jusqu'en novembre**

De janvier à novembre 2018, le déficit public du Portugal s'est élevé à 624 M€, soit une réduction de 1,4 Md€ par rapport à la même période de l'année précédente. Les recettes publiques ont augmenté de 5,4 %, avec une forte hausse des recettes de l'impôt sur les sociétés (+ 11 %), des cotisations sociales (+ 7 %) et de la TVA (+ 6 %), que le gouvernement attribue à la reprise économique et de l'emploi. Les dépenses publiques ont augmenté de 3,3 %. Le budget 2019 prévoit un déficit de 0,7 % en 2018, mais le Ministre des Finances Mário Centeno a reconnu que celui-ci serait « très probablement » inférieur à cette prévision. Le Conseil des Finances Publiques prévoit un déficit de 0,5 %.

- **L'IGCP envisage d'émettre 15,4 Md€ en obligations du Trésor en 2019**

L'Institut de gestion du Trésor et de la dette publique (IGCP) envisage d'émettre des obligations du Trésor d'un montant total de 15,4 Md€ en 2019. Les émissions auront lieu le deuxième et quatrième mercredi de chaque mois, comme auparavant. Le premier mercredi de chaque mois, ainsi que le troisième en cas de besoin, seront réservés aux émissions de billets du Trésor.

## Situation des établissements bancaires

- **Le gouvernement propose un mécanisme de récupération pour les « lésés » de Banif**

L'association des « Lésés » de la banque *Banif* (ALBOA) et le gouvernement portugais sont parvenus à un accord pour créer un mécanisme de récupération des crédits perdus. Pour mémoire, environ 3.500 détenteurs de titres subordonnés, principalement originaires de la région autonome de Madère, avaient perdu l'équivalent de 263 M€ dans le cadre de la résolution de la *Banif* en 2015. Ces anciens clients affirment avoir été victime d'une fraude mais la CMVM n'a pas détecté de ventes frauduleuses, contrairement aux « lésés » de *Banco Espírito Santo* (BES). Le gouvernement a proposé la création d'une commission d'experts, choisis par l'Ordre des avocats, qui analyseront individuellement les situations des « lésés » et décideront lesquelles pourront bénéficier d'un futur fond de récupération de crédits. Le gouvernement a aussi proposé une solution similaire pour les « lésés » des filiales étrangères de la banque BES qui n'avaient pas été inclus dans la solution adoptée en 2017 pour les « lésés » de la branche portugaise.

- **CaixaBank assure le contrôle total de la banque BPI**

Le 28 décembre, la banque catalane *CaixaBank* a annoncé qu'elle était désormais l'unique actionnaire de la banque portugaise BPI. Le groupe catalan a ainsi racheté les 73,6 M de titres (5 % du total) qui n'étaient pas encore en sa possession pour 108 M€ (1,47 € par titre). Pour rappel, *CaixaBank* avait augmenté sa participation (de 45,5 % à 84,51 %) dans BPI en 2017 à la suite d'une OPA, pour un montant de 644,5 M€. En 2018, elle a racheté la participation du groupe allemand *Allianz* (8,425 %) et quelques participations minoritaires. La sortie

de la BPI de la bourse de Lisbonne a été approuvée en juin par l'Assemblée-générale de la banque et autorisée le 14 décembre par le régulateur portugais CMVM. La banque portugaise BCP est désormais la seule entité bancaire cotée à la bourse de Lisbonne.

## Sectoriel

### - **Le gouvernement transpose la directive européenne sur la libéralisation du transport ferroviaire**

Le 31 décembre, le Portugal a publié dans son Journal Officiel la [loi 124-A/2018](#) qui transpose la directive européenne 2016/2370 sur la libéralisation du transport ferroviaire, prévoyant l'ouverture à la concurrence de l'ensemble des services domestiques de transport ferroviaire de voyageurs. La loi publiée maintient l'entreprise publique *Comboios de Portugal* (CP) comme opérateur interne avec des obligations de service public pour les 10 prochaines années. Les missions de service public de CP feront l'objet d'un contrat avec l'État, qui versera une compensation de 80 M€ à l'entreprise en 2019 (soit 10 M€ de moins par rapport à ce que le président de CP avait demandé publiquement). La nouvelle loi renforce aussi les pouvoirs de l'Autorité de la mobilité et des transports (AMT) en tant que régulateur du secteur. L'AMT devra s'assurer du respect des obligations de service public, assurer le suivi des réclamations des usagers et autoriser l'entrée d'éventuels concurrents privés.

L'entreprise publique CP a été au cœur de nombreuses polémiques au cours des derniers mois, avec de nombreuses grèves et des controverses sur la vétusté de son matériel roulant du fait du manque d'entretien et de l'absence de renouvellement. Le 7 janvier, un appel d'offres international pour l'acquisition de 22 trains sur la période 2019-2026, pour un montant de 168 M€, a été lancé. Cet achat de matériel roulant, le premier depuis plus de 20 ans, sera financé par des fonds européens et par le Fonds environnemental portugais.

### - **EDP Renováveis vend des actifs éoliens aux États-Unis et au Canada**

Le 31 décembre, l'électricien portugais *EDP Renováveis* (EDPR) a annoncé la vente au fonds américain *Axiom Infrastructure* d'une participation majoritaire de 80 % au capital social d'un portefeuille de trois actifs éoliens en Amérique du Nord. Ce portefeuille, évalué à 860 M\$, comprend les projets de *Meadow Lake VI* (Indiana), de *Prairie Queen* (Kansas) et de *Nation Rise* (Canada), d'une capacité totale de 499 MW.

Ces derniers mois, le groupe EDP a procédé à plusieurs acquisitions et ventes d'actifs. Il s'est défait de ses mini-centrales hydroélectriques au Portugal et au Brésil (300 M€) et a cédé des participations dans des projets *offshores* en France et en Écosse (100 M€). Inversement, il a annoncé son premier projet éolien en Grèce et la construction d'une centrale solaire au Brésil. En partenariat avec *Shell*, EDP a remporté un appel d'offre pour développer un parc éolien *offshore* d'une capacité de 1,6 GW aux États-Unis.

Ces opérations se réalisent alors que le groupe EDP fait toujours l'objet d'une opération publique d'achat (OPA), annoncée par le groupe industriel public chinois *China Three Gorges* (CTG) en mai 2018. L'opération doit encore être validée par les autorités des plusieurs pays où EDP est présente, dont les autorités américaines, le Brésil étant le seul pays ayant déjà donné un feu vert à l'opération. En décembre, lors d'une visite à Lisbonne, le haut-responsable du Département d'État des États-Unis Roland de Marcellus a recommandé au Portugal de « renforcer sa vigilance » par rapport aux investissements réalisés par des entreprises publiques étrangères, tout en rappelant que « l'intégrité et la sécurité des infrastructures énergétiques sont des domaines stratégiques ».

- **Les ventes de véhicules en hausse de 2,6 % en 2018**

Les ventes de véhicules automobiles ont augmenté de 2,6 % en 2018, malgré la baisse enregistrée depuis septembre. Selon les données provisoires de l'Association automobile du Portugal (ACAP), 273.239 véhicules ont été vendus, dont 267.596 véhicules légers. Les constructeurs français occupent les trois premières places du classement : Renault a vendu 39.616 véhicules légers (+ 4,8 % en glissement annuel), Peugeot 29.662 (+ 7,7 %) et Citroën 18.996 (+ 12,8 %). Les trois constructeurs français représentent ainsi 32 % des ventes de véhicules légers au Portugal.

- **Le gouvernement présente les principales lignes de son Programme national d'investissement 2030**

Le gouvernement présentera en janvier au Parlement son Programme national d'investissement 2030 (PNI 2030) qui concerne les grands projets structurels pour la période 2021-2030. La proposition du gouvernement porte sur un investissement total de 20,4 Md€, dont 12,4 Md€ dans la mobilité et les transports. Le gouvernement envisage d'investir 4 Md€ dans le secteur ferroviaire, dont 1,5 Md€ pour renforcer la liaison entre Lisbonne et Porto et réduire le temps de voyage à moins de deux heures. Le PNI 2030 prévoit aussi 1 Md€ pour l'expansion des réseaux de métro de Lisbonne et de Porto, 1,6 Md€ pour les infrastructures routières, et 2,6 Md€ pour les ports.

En plus des transports, le PNI 2030 prévoit des investissements dans les domaines de l'énergie (3,7 Md€), de l'environnement (3,3 Md€) et de l'agriculture (750 M€). Le PNI 2030 serait financé à 34 % par des fonds privés et à 66 % par des fonds publics, dont 6,5 Md€ de fonds européens. Le Ministre des infrastructures Pedro Marques a exprimé le souhait que ce programme soit « largement consensuel » et approuvé par au moins deux tiers des députés. Il devra ensuite être soumis pour avis consultatif au Conseil supérieur des travaux publics.

## Divers

- **Le Portugal signe 17 accords avec la Chine**

La visite du président chinois Xi Jinping à Lisbonne les 4 et 5 décembre a donné lieu à une déclaration conjointe « sur le renforcement du partenariat stratégique global » et à 17 protocoles d'accords d'importance variée, dont un accord sur la coopération dans le cadre des routes de la soie. Cet accord souligne l'importance du rôle des ports portugais dans la mise en œuvre de la *Belt and Road Initiative*, prévoit la promotion de lignes aériennes directes entre les deux pays et le développement de la coopération dans le domaine de la mobilité et de l'énergie. Pendant cette visite, le gouvernement portugais a invité les investisseurs chinois à investir dans les infrastructures et des projets *greenfield*.

Les autres mémorandum d'accords portent notamment sur l'installation d'un centre de services partagés de COFCO international dans la banlieue de Porto, sur le projet d'installation d'un centre conjoint de recherche technologique dans les domaines de la mer et de l'espace et sur la coopération entre la banque publique portugaise *Caixa Geral de Depósitos* et la *Bank of China* pour préparer une émission de dette publique portugaise en renmibi (« *Panda Bonds* »).

- **Le gouvernement portugais prépare un plan pour faire face à un *Brexit* sans accord**

Le 3 janvier, le Ministre portugais des Affaires Étrangères Augusto Santos Silva a annoncé que le gouvernement prépare un plan pour faire face à un *Brexit* sans accord. Il a indiqué que celui-ci serait présenté pendant le mois de janvier. La préparation pour la sortie du Royaume Uni de l'Union européenne fera également l'objet d'un débat parlementaire le 17 janvier, à la demande du Parti social-démocrate (opposition, centre-droit). Selon la presse, ce même jour, le négociateur en chef de l'UE pour le Brexit Michel Barnier sera au Portugal, où il participera à la réunion du Conseil de l'État, l'instance de consultation du Président de la République portugaise.

**Copyright**

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique de Lisbonne (adresser les demandes à [lisbonne@dgtresor.gouv.fr](mailto:lisbonne@dgtresor.gouv.fr))

**Clause de non-responsabilité**

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

**Ambassade de France au Portugal – Service Économique**

[tresor.economie.gouv.fr/pays/pt](http://tresor.economie.gouv.fr/pays/pt)

Rua Santos-o-velho, 5,  
1249-079 Lisbonne – Portugal

**Rédigé par :** Christopher MARQUES

**Revu par :** Stanislas GODEFROY

© DG TRESOR